

Communauté de Communes
SEILLE et GRAND COURONNE

- **Elaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) du Secteur Grand Couronné**
- **Approbation du Périmètre Délimité des Abords (P D A) sur les communes de :**

Eulmont Amance Laître sous Amance

Bouxières aux Chênes Dommartin sous Amance

- **Abrogation de la carte communale de Gellenoncourt**
-

ENQUETE PUBLIQUE

du 25 aout 2020 au 1^{er} octobre 2020

**RAPPORT de la COMMISSION
d'ENQUETE**

Arrêté communautaire

N° U005/20 du 30 juin 2020

Commission d'enquête

Claude Bastien président

Francis Gérard

Dominique Garrigues

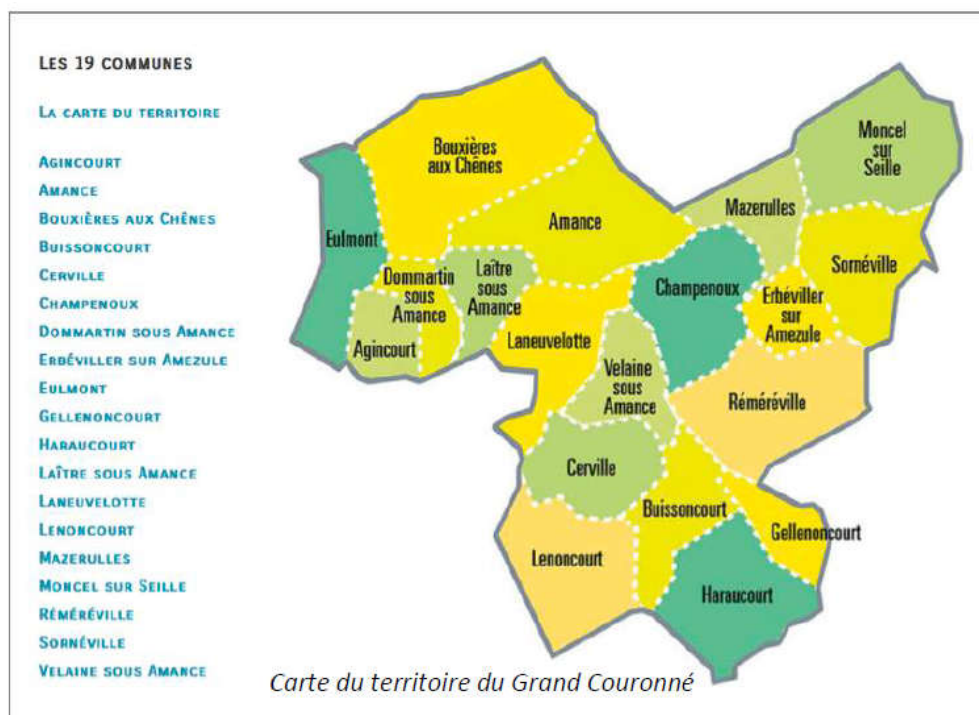
La communauté de communes SEILLE et GRAND COURONNE

Territoire

Plan de situation



Les communes du secteur Grand Couronné



SOMMAIRE

- 1 Généralités.....	6
- 1.1 Préambule	6
- 1.2 Objet de l'enquête.....	7
- 1.3 Cadre juridique.....	7
- 1.3.1 Mesures particulières liées à la pandémie « Covid 19 ».....	7
- 1.3.2 Le PLUi Grand Couronné.....	8
- 1.3.3 Les Périmètres Délimités des Abords.....	9
- 1.3.4 L'abrogation de la carte communale de Gellenoncourt.....	9
- 1.4 Nature et caractéristiques des projets.....	9
-1.4.1 le PLUi.....	9
- 1.4.1.1 Le diagnostic et l'état initial de l'environnement	9
- 1.4.1.2 Evaluation des incidences du PLUi sur l'environnement	11
- 1.4.1.3 Synthèse des enjeux.....	11
- 1.4.1.4 Indicateurs de suivi.....	12
- 1.4.1.5 Le PADD – les OAP.....	12
- 1.4.1.6 Le règlement	13
- 1.4.2 Les PDA.....	14
- 1.4.2.1 Les actions préliminaires, la procédure, justification et déroulement.....	14
- 1.4.2.2 Les sites concernés – situation	14
- 1.4.2.3 Description des projets.....	15
- 1.4.3 La carte communale de Gellenoncourt à abroger.....	18
- 1.5 Composition du dossier d'enquête.....	19
- 1.5.1 PLUi.....	19
- 1.5.1.1 Qualité du dossier	19
- 1.5.1.2 Le dossier	19
- 1.5.2 PDA	21
- 1.5.3 Carte communale	21
- 1.6 Concertation durant les études.....	21
- 1.6.1 PLUi.....	21
- 1.6.2 PDA.....	23
- 1.6.3 Carte communale	23
- 2 Organisation et déroulement de l'enquête.....	23

- 2.1 Désignation de la commission d'enquête.....	23
- 2.2 Modalités de l'enquête.....	23
- 2.2.1 Préparation de l'enquête, les reports, la prise en compte des mesures sanitaires.....	23
-2.2.2 Modalités de consultation des dossiers, dématérialisation, permanences de la commission.....	25
- 2.2.2.1 Dossiers mis à disposition du public.....	25
- 2.2.2.2 Permanences	26
- 2.2.3 Contacts préalables.....	26
- 2.2.3.1 Entretiens avec les PPA.....	26
- 2.2.3.2 Entretien avec l'UDAP.....	26
- 2.2.3.3 Entretiens avec les maires.....	26
- 2.2.4 Visites des lieux.....	26
- 2.2.5 Information du public pour l'ensemble des projets.....	26
- 2.2.5.1 Publicités légales.....	26
- 2.2.5.2 Communication et publicités extra légales	27
- 2.2.5.3 Affichage.....	27
- 2.2.6 Réunion publique d'information et d'échanges (néant).....	28
- 2.2.7 Déroulement de l'enquête.....	28
- 2.2.7.1 Application des mesures sanitaires.....	28
- 2.2.7.2 Mise à disposition d'un registre électronique.....	28
- 2.2.7.3 Les permanences.....	28
- 2.2.7.4 Incidents relevés au cours de l'enquête.....	30
-2.2.8 Climat de l'enquête.....	31
- 2.2.9 Clôture de l'enquête.....	31
- 2.3 Relation comptable des observations du public.....	31
- 2.3.1 PLUi.....	31
- 2.3.1.1 visites lors des permanences.....	31
- 2.3.1.2 Courriers.....	31
- 2.3.1.2 Site dématérialisé.....	31
- 2.3.2 PDA	31
- 2.3.3 Carte communale de Gellenoncourt.....	31
- 2.3.4 Tableau récapitulatif des visites et observations.....	31
- 2.4 Notification du procès verbal de synthèse.....	33
- 2.4.1 Sous format numérique.....	33

- 2.4.2 Documents papier : le cahier des observations recueillies.....	33
- 2.5 Remise du mémoire en réponse du maître d'ouvrage	33
- 3 Analyse des observations	33
- 3.1 Avis de la MRAe et réponse du porteur de projet	33
- 3.2 Analyse des observations du public et des questions de la commission	35
- 3.2.1 Observations du public par commune.....	35
- 3.2.1.1 sur le PLUi.....	35
- 3.2.1.2 sur les PDA.....	36
- 3.2.1.3 sur l'abrogation de la carte communale de Gellenoncourt.....	36
- 3.2.2 Observations des administrations, des communes et des PPA – Questions de la commission.....	36
- 3.2.2.1 sur le PLUi.....	36
- 3.2.2.2 sur les PDA.....	37
- 3.2.2.3 sur la carte communale	38
- 3.3 Les questions particulières	38
- 3.3.1 Les zones humides	38
- 3.3.2 L'exploitation du sel.....	38
- 3.3.2.1 Les impacts.....	38
- 3.3.2.2 Le ressenti par la population, la préoccupation de la collectivité.....	39
- 3.3.2.3 Les souhaits des exploitants – la réponse de la collectivité.....	39
- 3.3.2.4 L'appréciation de la commission.....	39

Liste des annexes

- N° 1 lettre Pdt CCSGC différé enquête
- N° 2 arrêté communautaire U002/20 du 10 fév 2020 - N° 3 arrêté communautaire U003/20 modificatif
- N° 4 arrêté communautaire U004/20 modificatif - N° 5 arrêté U005/20 du 30 juin 2020 prescrivant l'enquête
- N° 6 recto ordonnance désignation commission d'enquête - N° 6 verso ordonnance désignation commission d'enquête
- N° 7 recto ordonnance extension mission commission d'enquête
- N° 7 verso ordonnance extension mission commission d'enquête
- N° 8a courrier CCSGC à Préfet erratum transmission arrêté - N° 8b courrier CCSGC à Pdte TA erratum transmission arrêté
- N° 9 PV de synthèse format papier et numérique
- N° 10 courrier CCSGC différant remise du mémoire et du rapport
- N° 11 fiches synthétiques des observations du public, réponses de la Cté et avis de la commission
- N° 12 fiches synthétiques des questions de la commission, réponses de la Cté et avis
- N° 13 PDA complet : observations du public, mémoire en réponse UDAP et avis de la commission

Liste des pièces jointes

A) PLUi :

- N° 1 DCM Cerville - N° 2 DCM Buissoncourt - N° 3 DCM Réméréville
- N° 4 arrêté N°1 PLUi - N° 5 arrêté N°2 PLUi
- N° 16 annonces légales journaux - N° 17 annonces légales site CCSGC le 7 mars 2020 - N° 18 annonces légales site CCSGC du 10 juillet 2020
- N° 19 attestation information site CCSGC
- N° 20 erreur date sur affiche
- N° 21 suivi information site CCSGC - N° 22 publications extra légales CCSGC - N° 23 articles de presse
- N° 24 a et b certificats d'affichage
- N° 25 site CCSGC écrans d'accès à l'enquête dématérialisée
- N° 26 a registre dématérialisé statistiques globales - N° 26 b graphe des visites au site dématérialisé

B) PDA

- N° 6 courrier cheffe UDAP 8 août 2019
- N° 7 DCM PDA Amance - N° 8 DCM PDA Laître sous Amance - N° 9 DCM PDA Eulmont - N° 10 DCM PDA Bouxières aux Chênes
- N° 11 DCM PDA Dommartin sous Amance - N° 12 églises courrier affectataires - N° 13 courrier propriétaire du château
- N° 14 Courrier propriétaire Franche Moitresse - N° 15 tableau récapitulatif des entretiens de la commission avec les propriétaires et affectataires

C) Carte Communale Gellenoncourt

- N° 5 bis CC DCM abrogation carte communale Gellenoncourt

1 Généralités

1.1 Préambule :

La communauté de communes SEILLE et GRAND COURONNE a été créée le 1^{er} janvier 2017 par fusion des EPCI Seille et Mauchère et Grand Couronné, auxquels se sont rattachées les communes de Bratte, Moivrons et Villers les Moivrons.

Elle comprend 42 communes pour une population de l'ordre de 19 000 habitants sur une surface d'environ 35 000 hectares.

L'EPCI dispose de toutes les compétences obligatoires en particulier les documents d'urbanisme et de planification (cf. loi ALUR de 2014) ainsi que le développement durable, l'habitat et l'aménagement du territoire, le développement économique et le tourisme.

Le secteur nord, ex communauté Seille et Mauchère, dispose d'un PLUi récent approuvé par le conseil communautaire le 13 mai 2020.

Le secteur concerné par la présente procédure est la partie sud, précédemment territoire de l'EPCI du Grand Couronné, qui comprend 19 communes, pour une population de 10 000 habitants sur une superficie de 15 000 hectares. Il est à dominante rurale, et la population communale varie de 71 habitants pour la plus

petite collectivité, à plus de 1 400 pour la plus importante, Bouxières aux Chênes, avec une majorité entre 400 et 600 âmes.

Le PLUi du secteur Grand Couronné a été prescrit par le conseil communautaire éponyme lors de sa séance du 25 novembre 2015 et la continuité a été assurée par l'EPCI Communauté de Communes Seille et Grand Couronné maître d'ouvrage de la présente procédure.

Toutes les communes disposent d'un document d'urbanisme, PLU, POS ou carte communale, à l'exception d'Erbéviller sur Amezule et ses 90 habitants. Ils (PLU et POS) seront abrogés de fait après adoption du PLUi à l'exception de la carte communale de Gellenoncourt qui fait l'objet d'une procédure conjointe à la présente.

Par ailleurs, en conformité avec le code de l'urbanisme, le Préfet de Meurthe et Moselle a saisi l'architecte des bâtiments de France pour qu'il propose un projet de Périmètre de Délimitation des Abords au président de la collectivité maître d'ouvrage aux fins d'enquête conjointe.

La présente procédure d'enquête publique avait été envisagée dès l'arrêt du projet par le conseil communautaire le 12 juin 2019 (PJ N°5-1) mais a dû être reportée une 1^{ère} fois par courrier du 8 août 2019 du Président de l'EPCI (PJ N° 1), deux communes ayant émis un avis défavorable et une troisième un avis favorable avec réserves.

Le projet initial a été confirmé en conseil communautaire le 16 octobre 2019 (PJ N°5-2) mais afin d'éviter une éventuelle dénaturation en lien avec la période précédant les élections municipales, il fut décidé de fixer l'ouverture de l'enquête après le 2^{ème} tour, le 24 mars 2020.

Les événements liés à la pandémie du virus covid 19, dont le confinement total de la population dès le 17 mars, ont à nouveau contraint à reporter la procédure après la période estivale, du 25 août au 1^{er} octobre 2020.

Ainsi le 1^{er} arrêté communautaire U002/20 du 10 février 2020 (annexe N°2) définissant les modalités de l'enquête à ouvrir le 24 mars a été modifié par les décisions N° U003/20 et U004/20 des 2 et 17 mars 2020 (annexes N°3 et 4) aux fins de report de la procédure à une date ultérieure, puis abrogés pour ouvrir la présente enquête par l'arrêté U005/20 du 30 juin 2020 (annexe N°5) du 25 août au 1^{er} octobre 2020.

Le nouveau comité communautaire issu des élections municipales, dont le 2^{ème} tour eut lieu le 28 juin, a élu son président et les membres du bureau réunis le 15 juillet 2020 n'ont pas remis en cause les dispositions projetées.

1.2 Objet de l'enquête

La présente enquête publique unique porte sur :

- le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du secteur du Grand Couronné
- la définition des Périmètres Délimités des Abords sur les communes d'Eulmont, Amance, Laitre sous Amance, Bouxières aux Chênes et Dommartin sous Amance
- l'abrogation de la carte communale de Gellenoncourt

1.3 Cadre juridique

1.3.1 Mesures particulières liées à la pandémie « Covid 19 »

L'accomplissement de l'enquête a été soumis aux mesures réglementaires instituées depuis le 13 mars 2020 avec le confinement général de la population à compter du 17 mars, assoupli à partir du 11 mai, et tous les textes ultérieurs dont l'application des mesures sanitaires.

Ainsi, la loi N° 2020-290 du 23/03/20 avait déclaré l'état d'urgence sanitaire pour une durée de 2 mois, imposant avec le confinement de la population de différer l'ouverture de l'enquête prévue du 24 mars au 30 avril.

L'état d'urgence avait été prorogé jusqu'au 10 juillet 2020 (loi N° 2020-546 du 11/05/20, date du déconfinement conditionnel), mais l'ordonnance 2020-560 du 13/05/20 avait permis la reprise des enquêtes publiques dès le 31 mai 2020.

Enfin, plusieurs textes ont abondé les mesures sanitaires à adopter par la population et leurs règles d'application, et localement les édiles et les autorités préfectorales du département ont complété cet arsenal réglementaire pour l'adapter à la situation du secteur.

Par ailleurs et bien que ce document n'ait pas de valeur légale, la commission et le maître d'ouvrage ont pris en considération les recommandations du mémento « Aide à la pratique de l'enquête publique pendant l'épidémie de la covid-19 » en date du 19 mai 2020, édité par la Compagnie Nationale des Commissaires Enquêteurs (CNCE). Ce document rappelle les textes en vigueur et préconise les mesures à adopter et adapter selon les situations locales et l'évolution de la réglementation pour la lutte contre cette pandémie.

1.3.2 : le PLUi Grand Couronné

Le PLUi fixe les règles générales d'urbanisme et les servitudes d'utilisation des sols permettant de respecter les principes énoncés aux articles L.101-1 à L.101-3 du Code de l'Urbanisme.

Il est conduit conformément au Code de l'Urbanisme selon les articles L.151-1 à L.153-60 et R.151-1 à R.153-22, et selon le Code des Collectivités territoriales (L 2224-1).

L'enquête est prescrite par l'article L153-9 du code de l'urbanisme renvoyant aux articles L.123-1 à L.123-19, L 151-11, L 211-1-1 et R.123-1 à R.123-33 du code de l'environnement.

Les documents d'urbanisme en vigueur à la date de l'enquête sont les PLU de Eulmont, Dommartin sous Amance, Amance, Laître sous Amance, Laneuvelotte, Champenoux, Mazerulles, Moncel sur Seille, Sornéville, Cerville, Lenoncourt, Buissoncourt et Haraucourt. Pour les POS, il s'agit des communes de Bouxières aux Chênes, Agincourt, Velaine sous Amance, Réméréville et pour la carte communale, Gellenoncourt.

Le PLUi a été prescrit par délibération du 25 novembre 2015 du conseil communautaire du Grand Couronné, définissant les objectifs et les modalités de la concertation.

Le conseil communautaire du 12 juin 2019 a tiré le bilan de la concertation et arrêté le projet du PLUi du dit secteur du Grand Couronné PJ N° 4).

Comme indiqué en préambule, après ultime consultation, les communes de Cerville par délibération du 24 juillet 2019 (PJ N° 1) et Buissoncourt le 2 août 2019 (PJ N° 2) ont émis un avis défavorable au projet de PLUi arrêté.

Le 2 juillet 2019, le conseil municipal de Réméréville (PJ N°3) avait donné un avis favorable assorti de réserves.

En application de l'article L153-15 du code de l'urbanisme, le conseil communautaire dans sa séance du 16 octobre 2019 (PJ N° 5) a confirmé sa décision antérieure d'arrêt du projet tel que présenté.

L'EPCI a consulté une seconde fois les Personnes Publiques Associées ainsi que toutes les entités réglementaires et notamment l'Autorité Environnementale qui ont rendu un avis dans les délais prescrits.

Sur le plan « supra communal » le territoire est concerné par le SCOT du Sud Meurthe et Mosellan, géré par le Syndicat Mixte du SCotSud54; le document a été approuvé par le comité ad hoc le 14 décembre 2013 et ainsi devenu opposable impliquant la compatibilité du PLUi avec celui-ci.

Le SDAGE, Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin 2016-2021 approuvé le 30 novembre 2015, s'impose à travers ses objectifs environnementaux et ses orientations au PLUi, en tant que document compatible.

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique de Lorraine, approuvé conjointement par l'Etat et le Conseil Régional le 6 novembre 2015 a pour objectifs la préservation et la restauration de la trame verte et bleue, pour la biodiversité, et ses éléments sont à prendre en compte dans les documents d'urbanisme.

1.3.3 : les Périmètres Délimités des Abords (PDA) :

Les textes applicables aux servitudes affectant l'utilisation des sols dans le but de protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel sont principalement :

- les articles L 621-30, L 621-31 et R 621-92 à R 621- 93 du Code du patrimoine
- les articles L 123-1 à L 123-18 et R 123-1 à R 123-27 du code de l'environnement

En l'occurrence, l'article L 621-31 stipule :

« Lorsque le projet de périmètre délimité des abords est instruit concomitamment à l'élaboration, à la révision ou à la modification du plan local d'urbanisme, du document d'urbanisme en tenant lieu ou de la carte communale, l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale diligente une enquête publique unique portant à la fois sur le projet de document d'urbanisme et sur le projet de périmètre délimité des abords.

Les enquêtes publiques conduites pour l'application du présent article sont réalisées dans les formes prévues au [chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement](#). »

La cheffe de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de Meurthe et Moselle, architecte des bâtiments de France, a notifié les projets de périmètres à la communauté de communes par courrier du 8 août 2019. (PJ N°6)

1.3.4 L'abrogation de la carte communale de Gellenoncourt

En référence à la réponse du ministre de l'Intérieur publiée au JO le 13 mai 2014, il s'avère que le code de l'urbanisme ne prévoit pas de procédure spécifique à l'abrogation d'une carte communale ; aussi le ministère conseille, par analogie de procédure et dans notre cas d'approbation d'un PLUi, de joindre à l'enquête principale celle relative à l'abrogation sous forme d'une enquête publique unique conduite selon les stipulations de l'article R 153-19, d'abrogation d'un plan local d'urbanisme.

En l'occurrence, la procédure a été lancée par délibération communautaire du 18 décembre 2019 (PJ N° 5 bis CC) en vue de l'abrogation de cette carte communale créée par arrêté préfectoral du 23 juin 2005 faisant suite à la délibération de la commune du 21 mars 2005.

1.4 Nature et caractéristiques des projets

1.4.1 Le PLUi

1.4.1.1 Le diagnostic et l'état initial de l'environnement

A) Le diagnostic

Le Grand Couronné se situe à proximité du bassin d'emploi de la Métropole du Grand Nancy, et a vu sa population croître de 75% en 50 ans, et de près de 20% les 10 dernières années. Actuellement celle-ci avoisine les 10.000 personnes, avec deux pôles principaux : Bouxières aux Chênes (1450 ha) et Champenoux (1420 ha).

La tranche d'âge majoritaire est comprise entre 30 et 60 ans, et les familles sont composées de 2,5 personnes par foyer. Le PLUi prend en considération ces valeurs afin d'anticiper le glissement des tranches d'âges.

Au plan économique 13% des actifs travaillent sur le territoire du Grand Couronné, et les communes ont un rôle essentiellement résidentiel. Les autres actifs vont sur Nancy, ou à proximité sur Saint Max. Les petits commerces et les services sont en augmentation. Toutes les communes possèdent un minimum d'équipements et services.

L'objectif du PLUi, chiffre donné par le SCOT, est de maintenir 70% des logements dans l'enveloppe urbaine afin d'éviter tout grignotage des terres agricoles (réduction de 50% de consommation des terres agricoles au regard des pratiques antérieures).

Les 19 communes du Grand Couronné sont éloignées des grands axes routiers. Il n'y a pas de gare ferroviaire, et seul un bus de transport départemental (TED) circule dans les communes. Les déplacements se font donc essentiellement en véhicules particuliers.

Plusieurs communes, Lenoncourt, Gellenoncourt, Haraucourt, se situent sur les champs d'exploitation de l'activité salifère la plus importante de France, par trois sociétés.

L'activité agricole est encore importante même si elle a baissé de 22% en 6 ans. Elle est concentrée essentiellement sur l'élevage de bovins (71%) et une agriculture qui se diversifie en maraîchage, aviculture et arboriculture.

Les logements sont composés en majorité de maisons individuelles (91,4%) dont les occupants sont propriétaires à 85%. Il y a peu de logements sociaux, seulement 0.6%.

La majorité des constructions date d'après 1945.

La configuration des communes a évolué pour certaines dans l'enveloppe urbaine, mais pour d'autres en extension de la partie agglomérée.

La partie sud connaît depuis 1980 une forte artificialisation des sols ; il est rappelé l'objectif du SCOT de maintenir la production de logements à 70% dans l'enveloppe urbaine.

B) L'état initial de l'environnement.

Le climat du territoire du Grand Couronné est de type océanique à influences continentales relativement marquées : différences de températures marquées été-hiver, précipitations abondantes principalement en juillet-août et novembre-décembre.

Ce climat évolue vers des hivers plus doux et plus humides et des étés plus secs et plus chauds de 1.5 ° en 2025 et 2.5 ° en 2050.

Les communes sont traversées par de nombreux ruisseaux et rivières : la Seille et l'Amezule entre autres. L'étude a répertorié 139 zones humides représentant 19% du territoire, dont 20 à fort intérêt écologique. Les zones humides sont des milieux précieux qui remplissent de nombreuses fonctions au niveau écologique et hydrologique.

Le périmètre comprend 2 sites Natura 2000, 6 ZNIEFF et 10 Espaces Naturels Sensibles.

Dans le cadre des continuités écologiques, la collectivité a élaboré la Trame Verte et Bleue de son territoire.

Sur le plan paysager, les enjeux s'articulent autour des couronnes forestières, des grands espaces agricoles et des coteaux jardinés.

Les risques naturels sont représentés selon les sites par les risques de glissement de terrains, le retrait/gonflement des argiles et les inondations. Les risques technologiques sont surtout liés à l'activité de stockage de gaz STORENGY à Cerville et au réseau de transport qui s'y attache.

Les risques d'effondrement sont situés au nord par l'exploitation ancienne du minerai de fer et au sud par l'exploitation du sel par dissolution.

L'artificialisation des sols a eu pour incidence une augmentation des eaux de ruissellements, qui n'ont pu s'infiltrer sur des terrains appropriés, et qui ont provoqué des inondations soudaines en mai 2012 dans plusieurs communes, et dernièrement à Lenoncourt (02 juin 2018) où 80% du village a été noyé.

La consommation d'espace s'est élevée entre 2009 et 2019 à 43 ha dont 35 pour l'habitat et 8 pour les équipements et activités.

Le potentiel en énergie est avéré sur environ 10 communes pour l'éolien, sur davantage pour la méthanisation au vu des ressources du secteur agricole, sur 3 communes du nord pour la géothermie et sur l'ensemble du territoire couvert de forêts pour la biomasse via le bois énergie.

1.4.1.2 Evaluation des incidences du PLUi sur l'environnement

En l'absence du PLUi, l'ensemble des chapitres traités au présent projet seraient soumis au règlement National d'Urbanisme RNU, réducteur en termes d'urbanisation nouvelle et muet sur les servitudes et surtout sur la préservation de l'environnement.

Le PLUi permet d'abord, la réglementation des domaines inconnus du RNU notamment l'environnement.

A travers le PADD il génère une dynamique en matière socio économique, maintient l'identité du territoire et fixe un objectif de modération de la consommation d'espace, et le règlement emporte de nombreuses dispositions de protection de la nature au sens large et de l'architecture locale.

Le projet inclut les mesures de préservation des ressources en eau et s'est intéressé aux évolutions probables liées au changement climatique ; également il renforce la préservation des secteurs Natura 2000 et l'élaboration du plan a été menée dans le souci de la démarche ERC, « éviter, réduire, compenser ».

On peut aisément en conclure une protection largement plus favorable du cadre de vie dans son acception la plus étendue.

1.4.1.3 Synthèse des enjeux

Le PLUi tient compte et est compatible avec les documents de planification de portée supérieure tel le SCOT Sud 54 (Schéma de Cohérence Territoriale) et tous les textes du domaine

Les enjeux principaux sont déclinés ainsi :

- assurer une offre de logements diversifiée via une mixité sociale, une densité adaptée et optimisée au sein de l'enveloppe urbaine en intégrant la préservation de l'espace
- maintenir l'offre des transports et des services à la population
- promouvoir un modèle économique original

- profiter des espaces paysagers forts
- intégrer les enjeux environnementaux dans le développement

1.4.1.4 Indicateurs de suivi

Le suivi de la mise en œuvre du PLUi sera établi sur la base d'indicateurs pertinents, déclinés au tome 3 du rapport de présentation.

On notera particulièrement :

- l'évolution démographique et le dynamisme économique
- l'amélioration du parc de logements et le nombre de logements neufs
- le suivi des effectifs scolaires
- la consommation d'espaces
- la mobilité mesurée par la fréquentation des transports publics
- pour l'environnement et les paysages, les actions engagées pour la protection des haies, de la trame verte et bleue au moyen d'un suivi photographique
- la préservation des zones humides et des secteurs naturels
- la gestion des risques par le relevé des zones AU concernées

Certains indicateurs devront être précisés dans leur méthode de relevé et d'exploitation des données recueillies.

1.4.1.5 le PADD – les OAP :

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable définit les orientations générales d'aménagement, d'urbanisme et de protection des espaces naturels à travers l'habitat, les transports, l'énergie et le développement économique.

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain en axant la politique sur le développement durables ».

Il a été conduit selon les 2 directions majeures définies par le conseil communautaire :

- la 1^{ère} de « renforcer et développer l'attractivité et les dynamiques socio-économiques enregistrées sur le Grand Couronné »
- la seconde « Maintenir l'identité du territoire du Grand Couronné au travers de la mise en valeur du paysage et du cadre de vie et la protection de l'environnement »

Le PADD est élaboré en conformité avec les textes relatifs à l'environnement, à l'habitat et l'urbanisme et en compatibilité avec les normes de portée supérieure locale dont notamment le SDAGE, le SRCE et le SCOT SUD 54.

Ses objectifs, déclinés dans le tome 3 du rapport de présentation s'énoncent ainsi :

- habitat : adapter le parc de logements existants aux besoins de la vie contemporaine
- transports et services : maintenir une offre adaptée aux besoins

- développement économique par la promotion d'un modèle collaboratif, circulaire et solidaire
- cadre de vie: s'appuyer sur des éléments paysagers forts
- environnement : préserver et valoriser les richesses environnementales
- modérer la consommation de l'espace : en densifiant et répartir la production de logements par moitié sur les dents creuses

Les Orientations d'aménagement et de Programmation (OAP) définies au PLUi portent sur :

- une partie générale applicable à toutes les OAP de secteurs, définissant l'insertion architecturale, urbaine et paysagère, sur la qualité environnementale, sur la mobilité et les VRD
- des OAP par site, pour l'habitat, les équipements publics les activités
- l'OAP Trame verte et bleue visant à maintenir un réseau d'échanges des espèces animales et végétales
- l'OAP thématique patrimoniale, dans le but de faire connaître le patrimoine bâti et paysager, d'identifier les éléments caractéristiques et leur intérêt afin de les préserver et encadrer leur évolution. Cette OAP intègre les immeubles, les espaces publics, les monuments et les sites et secteurs à protéger.

1.4.1.6 le règlement

En cohérence avec les OAP du PADD, le territoire a été délimité en zones urbaines, à urbaniser, en zones agricoles et en zones naturelles et forestières.

Le règlement a été établi conformément aux dispositions du code de l'urbanisme et en particulier aux articles L 151-18 à 25 du code de l'urbanisme.

Il comporte des zones urbaines UA et UB pour l'habitat, UE pour les équipements publics, UX pour les activités économiques et une variante UY plus restrictive et la zone UL réservée aux sports et loisirs.

Les zones 1AU, 2AU, 1AUE et 1AUX sont dédiés aux nouveaux secteurs urbanisables à court et moyen terme (2AU).

Les zones destinées aux activités agricoles sont dénommées A assorties de 2 secteurs Aa inconstructible et As dédié aux secteurs d'exploitations salines.

Les zones N sont destinées à protéger les secteurs naturels d'intérêt esthétique, historique, écologique, liés à une exploitation forestière, à leur caractère d'espace naturel, pour la protection des ressources ou prévenir les risques.

Le règlement introduit en outre la protection d'espaces boisés et de secteurs paysagers remarquables, de sentiers et cheminements ainsi que des éléments remarquables du patrimoine.

Il repère en outre les zones inondables, et toutes les zones de risques, les zones humides et les emplacements réservés.

Les choix effectués au PLUi sont explicités dans un tableau justificatif par commune et figurant au tome 3 du rapport de présentation.

1.4.2 Les PDA

1.4.2.1 les actions préliminaires, la procédure, justification et déroulement :

Les services de l'UDAP ont préalablement établi pour chaque commune un périmètre adapté à la géographie des sites, optimisé pour la conservation et la mise en valeur des monuments historiques, qui se substituera aux périmètres antérieurs systématiques de 500 m de rayon.

Par courrier du 8 août 2019 (PJ N°6), rappelé au paragraphe 1.3.3, Mme Gaëlle PERRAUDIN cheffe de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de Meurthe et Moselle a exposé officiellement la procédure auprès de la collectivité maître d'ouvrage du PLUi et des communes concernées et a invité le Président à proposer les nouveaux périmètres projetés à son conseil communautaire en vue d'une enquête publique conjointe avec le projet d'urbanisme.

La collectivité a adopté les projets présentés par commune lors de la séance de son conseil du 21 août 2019 (PJ N° 7, 8, 9, 10 et 11) et décidé de les mener conjointement avec l'enquête publique relative à son projet d'urbanisme. La collectivité a délibéré favorablement en approuvant les périmètres des 5 communes considérées le 21 août 2019.

La commission a consulté individuellement les propriétaires et affectataires des monuments concernés; les entretiens sont consignés au chapitre 2.2.4.2 du présent rapport.

1.4.2.2 les sites concernés – situation :

Les monuments historiques du secteur Grand Couronné sont situés dans les communes de :

- Amance pour l'église Saint Jean Baptiste
- Bouxières-aux-Chênes pour la chapelle Sainte Agathe de Blanzey
- Dommartin-sous-Amance pour l'église Saint Martin
- Laître-sous-Amance pour l'église Saint Laurent
- Eulmont pour les domaines dits « la franche Moïtresse » et « le château »

Situation dans le secteur Grand Couronné :



Chapelle Sainte
Agathe
Bouxières-aux-
Chênes



Eglise Saint Jean
Baptiste
Amance



Eglise Saint Laurent
Laître-sous-Amance



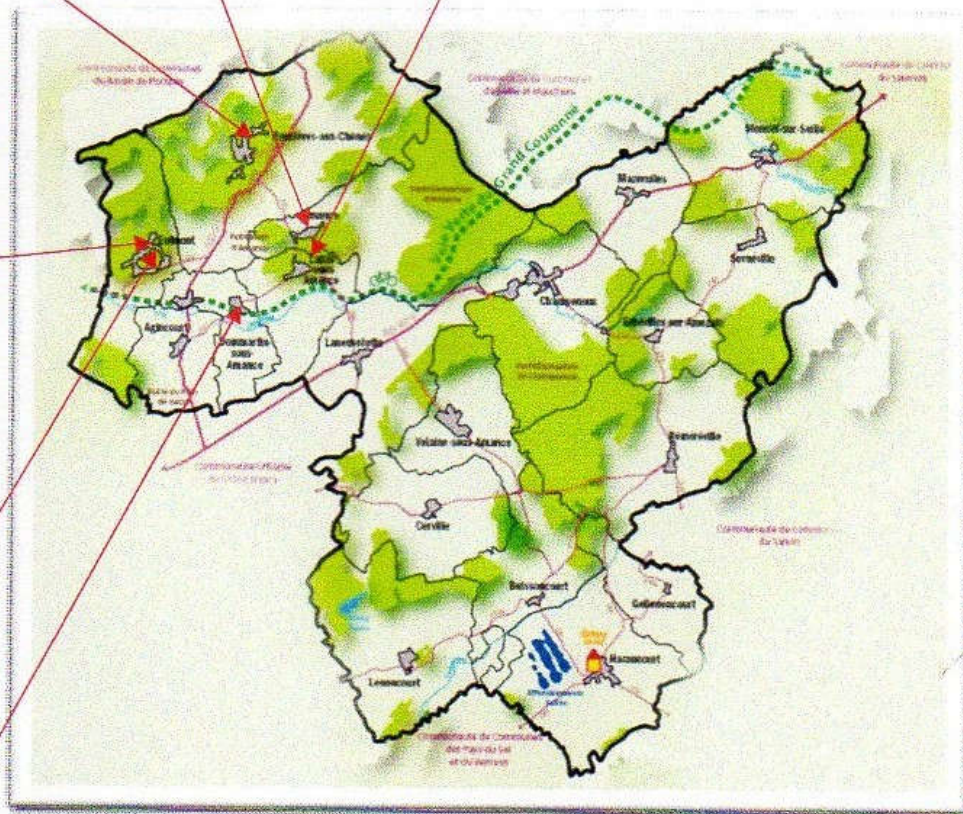
« La franche
Moïtresse » à
Eulmont



« Le château » à
Eulmont



Eglise Saint Martin
Dommartin-sous-
Amance



1.4.2.3 Description des projets:

Les projets décrits ci-dessous figurent le cercle de 500 m de rayon applicable en l'absence de PDA, ainsi que les principales caractéristiques des projets :

AMANCE :

Monument : Eglise Saint Jean Baptiste d'Amance (construction du XVème siècle)- Lieu de culte -
 Situation : centre de la localité d'Amance. Date de classement : 15/10/1919

Communes concernées par le périmètre : Amance et Laître sous-Amance



Superficie concernée :

Périmètre	Amance	Laître-s-Amance	Total
actuel	77.40 ha	5.60 ha	83.00 ha
projeté	122.30 ha	15.70 ha	138.00 ha

Légende

- Limites communales
- Périmètre de protection de 500 mètres de l'Eglise Saint-Jean-Baptiste d'Amance
- Périmètre délimité des abords de l'Eglise Saint-Jean-Baptiste d'Amance
- Monuments historiques
- Eglise

BOUXIERES-AUX-CHENES

Monument : Chapelle Sainte Agathe de Blanzey (construction du XIIème siècle) - Lieu de culte

Situation : commune de Bouxières-aux-Chênes, hameau du Moulin, au S/O du territoire.

Date de classement : arrêté du 14 mai 1927

Commune concernée par le périmètre : Bouxières-aux-chênes



Superficie concernée :

Périmètre	Bouxières-aux-chênes
actuel	80 ha
projeté	45 ha

Légende

- Périmètre délimité des abords de la chapelle Sainte-Agathe
- Périmètre de protection de 500 mètres de la chapelle Sainte-Agathe
- Monument historique
- Chapelle Sainte-Agathe

DOMMARTIN-SOUS-AMANCE :

Monument : Eglise Saint Martin (construction du XVIème siècle) - Lieu de culte

Situation : au centre de la localité de Dommartin-sous-Amance.

Date de classement : arrêté du 28/10/1928

Commune concernée par le nouveau périmètre :
Dommartin-sous-Amance



Superficie concernée :

Périmètre	Dommartin -s- Amance	Agincourt	Laître- s- Amance	Total
actuel	77.70 ha	2.20 ha	1.6 ha	81.5 ha
projeté	20.00 ha			20.0 ha

Légende

- Limites communales
- Périmètre de protection de 500 mètres
- Périmètre délimité des abords
- Monuments historiques
- Eglise Saint-Martin

LAITRE-SOUS-AMANCE :

Monument : Eglise Saint Laurent (construction du XII ième siècle)- Lieu de culte

Situation : au centre de la localité de Laître-sous-Amance.

Date de classement : liste de 1882.

Commune concernée par le nouveau périmètre : Laître-sous-Amance



Superficie concernée :

Périmètre	Laître- sous- Amance	Amance	Total
actuel	79.5 ha	3.5 ha	83 ha
projeté	21 ha		21 ha

Légende

- Périmètre délimité des abords de l'Eglise Saint-Laurent
- Périmètre de protection de 500 mètres de l'Eglise Saint-Laurent
- Limites communales
- Monuments Historiques
- Eglise

EULMONT : (2 monuments – localisation très proche)

Monument 1 :

Domaine dit « La Franche Moïtresse » construction avant le XIV ième siècle

Situation : au Nord-est de la localité d'Eulmont.

Propriétaire : Monsieur Christophe HANUS 76 rue du château 54690 EULMONT

Date de classement : arrêté du 29 juin 1993.

Monument 2 :

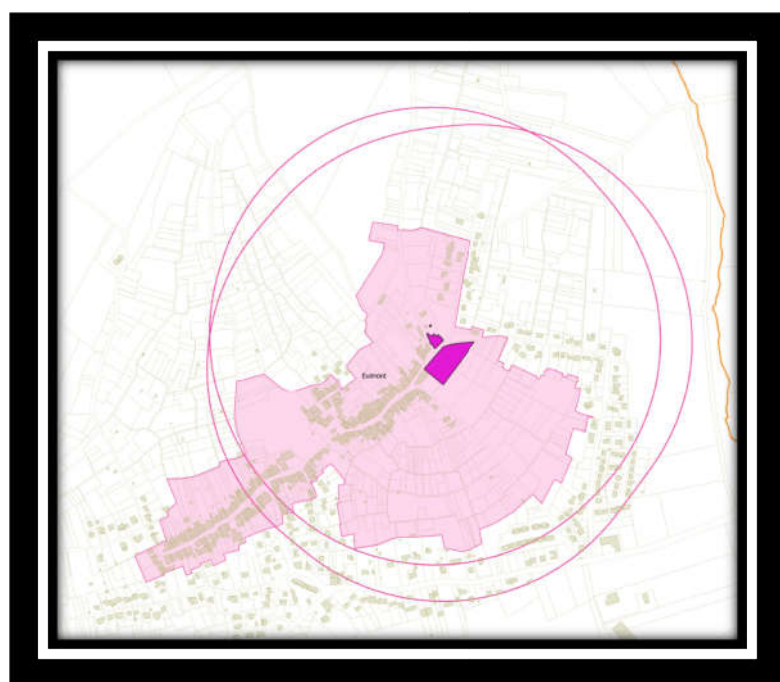
Le château construction du XVIII ième siècle

Situation : au Nord-est de la localité d'Eulmont.

Propriétaire : Madame et Monsieur Jean-Jacques PETITON 2, chemin de Metz 54690 EULMONT

Date de classement : arrêté du 22 septembre 1995





Commune concernée par le nouveau périmètre : Eulmont



Superficie concernée par ces deux monuments :

Périmètre actuel	99 ha
Périmètre projeté	38 ha

Légende

-  Limites communales
-  Périmètre de protection de 500 mètres
-  Périmètre délimité des abords
- Monuments historiques
-  Inscrit

1.4.3 La carte communale de Gellenoncourt à abroger :

Après approbation le PLUi s'imposera aux PLU et POS, contrairement à la carte communale qui pour s'effacer implique son abrogation.

En l'occurrence, le projet de PLUi sur le territoire de Gellenoncourt, outre qu'il prend en compte les évolutions règlementaires et en particulier relatives à la protection de l'environnement au sens le plus large, ce projet de PLUi ne modifie pas substantiellement les modes d'occupation des sols notamment pour l'urbanisation. Il apporte au contraire la préservation des éléments architecturaux de la partie ancienne du village, dont les éléments remarquables ont été repérés.

Les règles environnementales incluant la trame verte et bleue et l'inscription des éléments de qualité du paysage assureront leur pérennité et le règlement de la zone agricole contient des dispositions favorables au développement de cette activité.

1.5 Composition du dossier d'enquête

1.5.1 PLUi

1.5.1.1 Qualité du dossier :

La qualité et la complétude du dossier ont été évaluées conjointement avec le maître d'ouvrage; nous avons notamment remarqué l'insuffisance d'informations précises sur les zones humides, qui ont été comblées avec l'inclusion de cartes dédiées pour chacune des communes, en annexe 6.

Nous avons en outre signalé l'absence fâcheuse d'indication des noms de rues et chemins ainsi que des numéros des parcelles et des sections cadastrales, qu'il n'a pas été possible d'obtenir avant l'enquête et a imposé pour situer les parcelles le recours au site Géoportail ou lorsque nous étions en mairie aux feuilles cadastrales.

Ce défaut important a certes gêné et compliqué la consultation du dossier, mais grâce à l'aide des élus et des secrétaires de mairie, qui connaissent tous bien leur commune, le public a pu situer sans erreur les parcelles et l'ensemble des plans qui les intéressaient tout en maintenant pour ceux qui le souhaitaient la discrétion de mise.

Les plans devront toutefois être complétés dans ce sens avant la mise en application du projet.

1.5.1.2 Le dossier :

Le dossier mis à l'enquête comprenait : (article 5 de l'arrêté communautaire du 30 juin 2020) :

- Les pièces du dossier du projet de PLUi, de PDA et d'Abrogation de la carte communale de Gellenoncourt validés par le Conseil Communautaire :

- A PLUi :

1. LE RAPPORT DE PRÉSENTATION

- 1.1. TOME 1 : Diagnostic, résumé non technique et annexes
- 1.2. TOME 2 : Etat initial de l'environnement
- 1.3. TOME 3 : Justifications du projet et évaluation environnementale

2. PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES – PADD

3. ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION – OAP

4. REGLEMENT GRAPHIQUE : plans de toutes les communes au 1/2000^e et au 1/5000^e

5. REGLEMENT ECRIT

6. ANNEXES DU PLUi

- 6.1. SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE
- 6.2. DOCUMENT GRAPHIQUE ANNEXE
- 6.3. ANNEXES SANITAIRES
- 6.4. EMPLACEMENTS RESERVES
- 6.5. PLAN DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES
- 6.6. RISQUES MINIER
- 6.7. MOUVEMENTS DE TERRAIN
- 6.8. RETRAITS/GONFLEMENTS D'ARGILES
- 6.9. ETUDE ZONE HUMIDE (2014)
- 6.10. INFRASTRUCTURES BRUYANTES
- 6.11. TAXE D'AMENAGEMENT DES COMMUNES

- 6.12. RISQUES D’AFFAISSEMENT LIES A LA PRESENCE DE SONDAGES DE SEL
- 6.13. ETUDE SUR LA TRAME VERTE ET BLEUE

7. DIAGNOSTIC AGRICOLE INTERCOMMUNAL

8. BILAN DE LA CONCERTATION

9. B PERIMETRE DELIMITE DES ABORDS - PDA

- 9.1. AMANCE
- 9.2. BOUXIERES AUX CHENES
- 9.3. DOMMARTIN SOUS AMANCE
- 9.4. EULMONT
- 9.5. LAITRE SOUS AMANCE

10. C PROJET D’ABROGATION DE LA CARTE COMMUNALE DE GELLENONCOURT

- 10.1. NOTICE
- 10.2. PIECES ADMINISTRATIVE

– Pièces ajoutées au dossier après l’arrêt du projet

1. NOTICE NON TECHNIQUE

2. DÉLIBÉRATIONS

- 2.1. DELIBERATION PRESCRIVANT LE PLUi DU 25 NOVEMBRE 2015
- 2.2. DELIBERATION DU BILAN DE LA CONCERTATION DU 12 JUIN 2019
- 2.3. DELIBERATION D’ARRET N°1 DU PROJET DE PLUi DU 12 JUIN 2019
- 2.4. DELIBERATION D’AVIS DEFAVORABLE DE LA COMMUNE DE CERVILLE
- 2.5. DELIBERATION D’AVIS DEFAVORABLE DE LA COMMUNE DE BUISSONCOURT
- 2.6. DELIBERATION D’AVIS SOUS RESERVE DE LA COMMUNE DE REMEREVILLE
- 2.7. DELIBERATION D’ARRET N°2 DU PROJET DE PLUI DU 16 OCTOBRE 2019

3. AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIÉES

- 3.1. AVIS DU DEPARTEMENT DE LA CDPENAF
- 3.2. AVIS DE LA CHAMBRE D’AGRICULTURE
- 3.3. AVIS DE LA PREFECTURE
- 3.4. AVIS DU SYNDICAT MIXTE DE LA MULTIPOLE SUD LORRAINE
- 3.5. AVIS DE LA CDPENAF
- 3.6. Avis DE LA CHAMBRE DES COMMERCE ET DE L’INDUSTRIE
- 3.7. Avis DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BASSIN DE POMPEY

4. AUTRES AVIS & REPONSES

- 4.1. AVIS DE LA MRAE
- 4.2. REPONSE DU MAITRE D’OUVRAGE A L’AVIS DE LA MISSION REGIONALE D’AUTORITE ENVIRONNEMENTALE

5. ARRETES

- 5.1. ARRETE D’OUVERTURE D’ENQUETE PUBLIQUE
- 5.2. ARRETE MODIFICATIF

6. PLAN ZONES HUMIDES par commune au 1/2000^e

7. AVIS D’ENQUETE PUBLIQUE

8. LES REGISTRES D’ENQUETE

En application de l'article 9 de l'arrêté susvisé, dans les communes autres que celle du siège de l'enquête ainsi que de Bouxières aux Chênes et Lenoncourt, le dossier papier mis à disposition du public est identique mais a été allégé de tous les plans (règlement graphique) à l'exception de celui de la commune concernée à l'échelle du 1/2000^e et 1/5000^e.

1.5.2 PDA :

Le dossier présenté conjointement avec l'enquête publique du PLUi comprenait pour chacune des communes recelant un monument historique une notice très documentée incluant :

- un plan de situation
- une partie géographique de présentation du village, avec des vues panoramiques et des cartes topographiques des lieux
- l'évocation historique documentée des lieux et du monument historique
- une note exprimant l'opportunité de constituer un périmètre délimité des abords et ses objectifs
- la description des secteurs retenus pour le PDA et les zones exclues
- le plan proprement dit du périmètre délimité des abords mis à l'enquête

1.5.3 Carte communale

Le projet d'abrogation de la carte communale de Gellenoncourt est présenté dans une notice exposant les motifs et les conséquences juridiques de cette suppression, en matière de préservation des espaces naturels et à la prise en compte des spécificités architecturales du village tout en préservant son environnement.

1.6 Concertation durant les études :

1.6.1 PLUi :

La concertation durant les études a fait l'objet d'une notice documentée et le conseil communautaire a tiré le bilan de cette concertation par délibération du 12 juin 2019.

Ces documents étaient inclus au dossier d'enquête publique.

Les modalités de concertation avaient été arrêtées lors de la prescription du PLUi le 25 novembre 2015.

Elles comportaient une large et continue information de la population et la recherche d'une abondante participation avec la mise à disposition au siège et dans les mairies de registres de la concertation clos fin mai 2019, 2 semaines avant l'arrêt du projet.

Les documents de travail furent mis à la disposition du public dans les conditions du registre, et enrichis à mesure de l'avancement des études.

La presse a abondamment relayé le déroulement des études dès la fin 2015 et régulièrement jusqu'à la fin des études.

La collectivité a mobilisé son site Internet et mis en ligne régulièrement les bulletins, articles et documents –notamment les « Lettre du PLUi » édités pour faciliter leur consultation et accroître la participation du public.

Cinq réunions publiques de concertation et d'information et six ateliers de concertation thématiques ont été organisés lors des différentes phases de l'étude.

La participation aux ateliers était variable de 9 à 15 personnes en phase diagnostic comme pendant l'étude du PADD et 218 remarques ont été formulées.

Il en est ressorti une forte attente sur certains sujets, un parc de logements diversifié, les services à la population, préserver les paysages du territoire, alors que d'autres- les logements aidés, les modes de transport alternatifs à la voiture individuelle, les énergies renouvelables à l'instar des éoliennes proches de Château-Salins- ne furent pas revendiqués.

Les personnes publiques ont été sollicitées et invitées au comité de pilotage.

En synthèse, les remarques portent :

a) pour les PPA : la DDT s'est attachée à la priorisation des possibilités de constructions à l'échelle du territoire intercommunal.

b) pour les habitants :

- davantage d'ouverture de terrains à l'urbanisation
- la suppression d'espaces boisés classés
- les emprises des zones humides ou inondables identifiées sur les plans sont contestées
- la préservation de vergers, la création de secteurs de diversification agricole
- Pour le cas particulier de l'exploitation du gisement salifère, la collectivité a étudié particulièrement cette question sensible et rencontré les exploitants en liaison avec les services de l'Etat, DDT et DREAL le 29 novembre 2018, puis une concertation avec les élus des communes impactées par cette industrie le 17 décembre 2018, et 28 janvier 2019 pour le cas particulier de Lenoncourt.

Ces concertations avaient pour but d'échanger entre les intervenants, industriels et collectivités pour une meilleure compréhension mutuelle, connaître et prendre en compte les projets industriels au regard des contraintes du projet d'urbanisme et de la préservation de l'environnement et les craintes du public quant aux répercussions sur les sols.

Le 2 avril 2019, 2 mois avant la finalisation du projet, l'EPCI a réuni les PPA pour recueillir leurs avis afin d'affiner le PLUi, mais toutes leurs observations n'ont pas été prises en compte comme on le verra dans leurs avis officiels.

- Bien que postérieur à la concertation, lors de la consultation formelle des communes, le conseil de Cerville a émis un avis défavorable au projet, motivé essentiellement par la suppression de la zone d'équipements publics en partie déjà équipée avec un groupe scolaire notamment pour la raison qu'elle serait située en zone humide.

Cet avis défavorable imposait de réexaminer le projet en conseil communautaire.

Avant ce réexamen, le président de la collectivité communautaire avait sollicité le Préfet quant aux solutions envisageables pour permettre le développement de la zone.

Ainsi une réunion a eu lieu le 7 octobre 2019 en présence de Mme Bernard secrétaire générale de la préfecture, qui a conclu à la nécessité de poursuivre le projet dans la version présentée, et conseillé à la commune de définir son projet en intégrant les mesures E R C –éviter, réduire, compenser- pour les atteintes potentielles à la zone humide.

Il fut en outre envisagé une dérogation au principe d'inconstructibilité en zone humide selon des critères de nature du projet, des caractéristiques d'intensité de la ZH et de l'adaptation du projet au contexte.

1.6.2 PDA

Les projets de périmètres délimités des abords pour les 6 monuments, répartis dans 5 communes ont été construits en liaison avec les propriétaires et affectataires de lieux, ainsi qu'avec les élus rencontrés par le chef de projet de l'UDAP Mme Chassard.

Le courrier du 8 aout 2019 de la Cheffe de l'UDAP adressé au président de la communauté de communes atteste de cette concertation.

Le 27 février 2020, l'unité départementale a informé officiellement les affectataires et les propriétaires du projet, de sa prochaine mise à l'enquête et de la visite de la commission aux fins de les consulter sur la proposition de périmètre (PJ N° 12, 13,14)

Dans ce cadre, M. Francis GERARD les a rencontré en juillet et aout 2020 et recueilli leurs observations; le tableau récapitulatif de ces entretiens est joint au rapport (PJ N°15).

1.6.3 Carte communale :

La concertation pour l'abrogation de la carte communale n'a pas fait l'objet de document formalisé, mais on peut considérer qu'elle fut concomitante et implicite avec l'association du public et des élus à l'élaboration du PLUi.

2 Organisation et déroulement de l'enquête

2.1 Désignation de la commission d'enquête :

Par ordonnance N° E19000064/54 en date du 19 juin 2019 (Annexe N°6) Madame la Présidente du tribunal administratif a constitué une commission d'enquête composée d'un président, Claude Bastien et de deux membres titulaires, MM Francis GERARD et Dominique GARRIGUES.

La collectivité ayant décidé ultérieurement l'abrogation de la carte communale de Gellenoncourt, Madame la Présidente du tribunal administratif a étendu la mission de la commission à cette abrogation par une ordonnance modificative en date du 13 janvier 2020 (annexe N°7).

Les trois membres de la commission ont déclaré sur l'honneur ne pas être intéressés à l'opération au sens de l'article L 125-3 du code de l'environnement

2.2 Modalités de l'enquête

2.2.1 Préparation de l'enquête, les reports, la prise en compte des mesures sanitaires

Dès sa désignation, la commission a pris contact avec la collectivité maitre d'ouvrage et autorité organisatrice de l'enquête, représentée par son vice-président chargé de l'urbanisme, M. Robillot.

Le 28 juin, la collectivité nous a transmis le lien pour le téléchargement du dossier numérique dont nous avons pris connaissance, mais qui s'est avéré incomplet, notamment sans la note non technique de présentation. Le dossier a été complété au fil des mois pour être conforme en décembre 2019.

Le dossier PDA numérique nous a été communiqué fin août.

Une 1 ère réunion a eu lieu le 12 juillet au siège de la collectivité à Champenoux, en présence du vice président et de son staff, afin de définir un échéancier prévisionnel et faire le point des démarches à engager et les méthodes à adopter.

Il a été convenu en outre d'une présentation prochaine complète du projet par le bureau d'études de l'EPCI.

Le 20 août 2019, à la réunion suivante, nous avons été informés des délibérations défavorables des communes de Cerville et Buissoncourt et de leurs conséquences à savoir la nécessité de présenter à nouveau le projet au conseil communautaire et de différer l'enquête.

Ensuite, nous avons eu des échanges épistolaires avec la personne chargée en titre de l'urbanisme jusqu'à une nouvelle réunion le 12 décembre 2019 au cours de laquelle le BE a présenté le projet puis avec les élus nous sommes convenus des dates et modalités de l'enquête. Notamment il a été retenu que chaque commune serait lieu d'enquête avec un dossier allégé, que 2 communes-centres contiendraient un dossier complet, comme le siège de l'enquête situé à l'adresse de la communauté de communes.

Pour les communes avec PDA, le dossier considéré sera attaché au dossier PLUi dans une enquête unique et disponible dans chacune des communes concernées.

Enfin, il s'est avéré que la commune de Gellenoncourt disposait d'une carte communale dont l'abrogation devait être traitée conjointement avec le PLUi.

Le conseil communautaire a délibéré à cette fin et la mission de notre commission a été étendue à cette abrogation.

Sur ces bases, en concertation avec les élus, la période de l'enquête a été fixée du 24 mars 2020 au 30 avril et les modalités afférentes prescrites par l'arrêté du président en date du 10 février 2020 (annexe N°2).

Il a été retenu 5 permanences au siège de l'enquête à Champenoux, à Bouxières aux Chênes et à Lenoncourt, les communes-centres, et une seule permanence dans les 16 autres communes. Les dates figuraient à l'article 9 de l'arrêté communautaire susvisé.

Au sein de la commission, ces permanences avaient été réparties entre les membres chacun étant chargé de recueillir également les observations afférentes.

Pour la bonne information du public, et conformément aux textes, il avait été convenu que les observations portées sur les registres papier seraient publiées sur le site dématérialisé retenu « registre-dematerialise.com », qui hébergera le dossier complet numérique et recueillera toutes les observations numériques, dont les courriels à l'adresse dédiée.

Entretemps, le 13 janvier 2020, la commission a participé à une réunion sur les zones humides et demandé qu'une note particulière soit consacrée à la présentation des règles applicables et à la justification des dispositions arrêtées ainsi qu'une carte par commune figurant clairement ces zones retenues.

Durant le 1^{er} trimestre 2020 nous avons rencontré les services de l'UDAP, la DDT, la chambre d'agriculture et la chambre de commerce et d'industrie. Début mars, la commission a engagé les visites particulières du terrain et les entretiens avec les maires en commençant par Cerville affectée par une zone humide puis Lenoncourt.

Les mesures gouvernementales prises pour enrayer la pandémie du covid19, avec la décision du confinement général de la population ont imposé l'arrêt de toutes les rencontres et le report de la consultation à une date ultérieure, formalisée par l'arrêté communautaire N° U004/20 daté du 17 mars (annexe N°4).

Les enquêtes publiques ont à nouveau été autorisées sous la réserve d'application des mesures sanitaires prescrites dès le 1^{er} juin.

Les contacts avec le maître d'ouvrage ont été rétablis fin mai. Dès lors, il a été envisagé de relancer l'enquête dans le respect strict des mesures sanitaires imposées, en dehors de la saison estivale afin d'assurer la plus large diffusion de la communication légale et extralégale et la période du 25 août au 1^{er} octobre 2020 fut retenue. L'acte afférent a été pris le 30 juin 2020 par arrêté N° U005/20 du président de la collectivité (annexe N°5).

Cette organisation a été concertée lors de fréquents échanges téléphoniques et courriels entre la commission et les services communautaires ainsi que lors d'une réunion à Champenoux le 15 juin et les derniers détails avec le vice président chargé de l'urbanisme nouvellement élu le 29 juillet.

Les dispositions antérieures ont été maintenues avec pour seule adaptation les dates des permanences. Il n'a pas paru pertinent de compléter les modes de recueil des observations sous la forme par exemple de rendez vous ou de permanences téléphoniques, la situation sanitaire du secteur n'étant pas considérée gravissime.

Par contre, les autorités se sont entendues pour faire respecter rigoureusement les mesures sanitaires durant les permanences et lors des consultations du dossier dans les mairies et notamment les règles « barrière » et de distanciation, le port du masque, l'organisation des files d'attente et du filtrage, la gestion de l'ouverture et de la fermeture des lieux, le fléchage du local, et tous les moyens à même de bannir la propagation du virus dans l'exercice de cette consultation du public.

Ces dispositions ont été prescrites dans l'arrêté d'ouverture de l'enquête selon le protocole édicté par les autorités locales et nationales tout au long de la tenue de la dite enquête.

2.2.2 Modalités de consultation des dossiers, dématérialisation, permanences de la commission :

2.2.2.1 Les dossiers constitués selon les dispositions de l'article 5 ont été mis à disposition du public sous les formes suivantes :

- au siège du porteur de projet et dans les communes de Bouxières aux Chênes et Lenoncourt un dossier papier complet
- dans les autres communes un dossier papier allégé
- dans toutes les communes un ordinateur assorti d'une clé USB renfermant le dossier complet était mis à disposition du public
- le projet dématérialisé était également consultable sur le site Internet
« <http://www.registre-dematerialise.fr/1508> »

Le public pouvait porter ses observations selon les formes suivantes :

- sur les registres papier de chaque commune et du siège
- sur le registre dématérialisé hébergé à l'adresse ci-dessus
- par courrier électronique à l'adresse « enquete-publique-1508@registre-dematerialise.fr »
- par courrier postal à l'adresse

Président de la commission d'enquête PLUI-PDA- Abrogation de Carte communale

Communauté de communes Seille et Grand Couronné

47 rue Saint Barthélémy – 54280 CHAMPENOUX

2.2.2.2 La commission a tenu 31 permanences, 5 au siège, 5 à Bouxières et à Lenoncourt et 1 dans les autres communes, dans les conditions précisées au paragraphe 2.2.7.3

2.2.3 Contacts préalables,

2.2.3.1 Entretiens avec les PPA

. La commission s'est entretenue avec les PPA dont l'avis était assorti d'observations importantes pour l'appréciation du projet, l'objectif étant de bien comprendre ces observations et notamment leurs enjeux.

Ces entretiens ont eu lieu le 28 janvier 2020 avec la DDT –M. Lefèvre – le 10 février avec la chambre d'agriculture puis avec la chambre de commerce et d'industrie de Nancy.

2.2.3.2 Entretien avec l'UDAP :

Cet entretien s'est déroulé le 28 janvier 2020 avec Mme Chassard chargée des projets de périmètres délimités des abords pour les 5 communes.

Les projets ont été présentés et commentés à la commission, puis la procédure particulière, les contacts à prendre et les tâches dévolues à la commission.

2.2.3.3 Entretiens avec les maires:

Outre la connaissance du terrain pour appréhender les dispositions projetées, la commission a souhaité entendre les maires sur leur propre vision du projet et leurs souhaits qui n'ont pu être satisfaits.

Ces entretiens se sont déroulés en août et septembre avant ou juste après la permanence par le membre de la commission en charge de la permanence dans la commune, aux dates suivantes:

- en mars: le 3 à Cerville et Lenoncourt

- en août: le 10 à Laneuvelotte - le 11 à Velaine sous Amance – le 17 à Amance, Buissoncourt, Champenoux et Réméréville - le 20 à Bouxières et Dommartin sous Amance – le 26 à Eulmont et Laître sous Amance - le 27 à Sornéville

- en septembre : le 12 à Agincourt - le 15 à Moncel sur Seille - le 17 à Gellenoncourt - le 18 à Erbéviller sur Amezule -

Nous n'avons pas pu avoir de rendez vous à Mazerulles, le maire et son adjointe à l'urbanisme n'ayant pas pu se libérer au cours de ces 2 mois.

2.2.4 Visites des lieux :

Les visites des lieux ont été réparties entre les membres de la commission qui les ont effectuées lors de leurs déplacements et notamment à l'occasion des entretiens avec les maires.

2.2.5 Information du public pour l'ensemble des projets

2.2.5.1 publicités légales

Les dispositions afférentes ont été prescrites dans les arrêtés communautaires du 10 février 2020 pour l'enquête du 17 mars reportée et dans l'arrêté du 30 juin pour la présente consultation.

a) La publicité « papier » est parue une 1 ère fois dans « l'Est républicain » et dans « Le paysan lorrain » le 06 mars 2020 pour l'enquête prévue du 24 mars au 30 avril 2020 mais reportée par le fait du confinement de la population.

Ce report a été rendu public le 23 mars 2020 dans « l'Est républicain » et le 27 mars 2020 dans « Le paysan lorrain ».

Les parutions relatives à la présente enquête ont eu lieu pour la 1^{ère} parution le 29 juillet dans l'Est Républicain et le 31 juillet dans Le Paysan Lorrain; la seconde parution fut publiée le 27 août pour le 1^{er} journal et le 28 août pour Le Paysan Lorrain. (PJ N° 16)

b) L'information numérique a été assurée sur le site de la collectivité

- au mois de mars, formellement par la publication de l'avis au public (PJ N° 17)
- dès juillet et durant la période de l'enquête, avec la publication de l'avis au public et de la lettre du PLUi (PJ N° 18), en confirmation de l'attestation du président de la collectivité en date du 1^{er} octobre 2020.

2.2.5.2 communication et publicité extra légale :

Dans la continuité de la concertation, le maître d'ouvrage a poursuivi sur son site l'information du public.

Ainsi dès le mois de septembre 2019, le bilan de la concertation ainsi que les modalités de cette enquête publique (actualisées régulièrement) sont restées consultables sur le site internet de la communauté de communes (cf.les captures d'écran PJ n°22).

Quatre publications spécifiques sur l'enquête publique ont été éditées par la communauté de communes et distribuées dans chaque boîte à lettres de toutes les localités :

- deux durant la concertation (lettre PLUi n°1 janvier 2018 – zonage plan d'urbanisme - et lettre PLUi n°2 octobre 2018 – concertation)
- deux préalables à l'enquête publique prévue en mars: lettre PLUi n°3 – janvier 2020 (objet de l'enquête publique et déroulement - période du 24/03 au 30/04/2020)
- puis une nouvelle lettre actualisée PLUi n° 4 – juillet 2020 informant de la nouvelle période de l'enquête (25/08 au 01/10/20) et précisant les lieux et dates de permanence). (PJ n°21)

Le site Internet de la collectivité assurait la publicité numérique légale et affichait au moins 2 semaines avant l'ouverture un lien permettant aux visiteurs d'entrer directement sur le site « <https://www.registre-dematerialise.fr/1058> », avant le 25 août de consulter le dossier puis du 25 août au 1^{er} octobre de formuler leurs observations sur le registre dématérialisé ou par courriel.

La presse traditionnelle - essentiellement l'Est Républicain – a publié de nombreux articles avant et pendant l'enquête, certains à l'occasion des permanences, d'autres à l'initiative des communes.

Ces articles témoignent de l'intérêt suscité par l'enquête et participent à la bonne information du plus large public. De plus, les permanences étaient annoncées quelques jours auparavant dans la rubrique « bloc-notes » de ce journal. (PJ n°23)

En résumé, l'information du public –légale et extralégale- par les moyens traditionnels (flyers, journaux) et numériques a été permanente, depuis l'étape d'active concertation début 2018 jusqu'à l'ouverture finale de l'enquête publique, de l'été 2019 à l'été 2020, via le report de mars 2020.

2.2.5.3 Affichage

Quinze jours avant son début et durant toute la période d'enquête, une affiche de format A2 sur fond jaune comportant l'avis d'enquête publique a été apposée sur les panneaux communaux officiels des dix-neuf communes du périmètre de l'enquête et au siège de l'enquête.

Les certificats d'affichage signés par les maires et le président de l'intercommunalité attestent de cet affichage global qui a par ailleurs été constaté par la commission à l'occasion des visites aux maires et des permanences. (PJ N° 24 a, b et c).

Une personne extérieure a signalé une erreur à savoir que la 1^{ère} permanence de Bouxières aux Chênes était indiquée au 25 octobre au lieu du 25 aout. Au vu de la forte fréquentation de cette

permanence, avec 10 personnes, alors qu'aucune n'est venue à Lenoncourt et 1 seule à Champenoux, il ne semble pas que cette erreur ait eu une incidence fatale et ait empêché certaines personnes de rencontrer le commissaire enquêteur.

Aussi et malgré ce défaut, au vu de la forte participation du public et du nombre important de permanences sur tout le territoire, la commission considère que la communauté de communes a satisfait à ses obligations en matière d'information et d'affichage et estime que la dite erreur n'a pas eu d'influence notable sur le déroulement de l'enquête.

2.2.6 Réunion publique d'informations de d'échanges (néant)

2.2.7 Déroulement de l'enquête

2.2.7.1 Application des mesures sanitaires

La commission a informé le maître d'ouvrage des recommandations de la CNCE (Compagnie Nationale des Commissaires Enquêteurs) et les ont adaptées au contexte local de la procédure.

Comme il a été exposé cette situation particulière, règlementée par les textes d'alors a conduit à reporter l'enquête publique du 24 août au 1^{er} octobre, au-delà de la période estivale, en respectant les « *mesures barrière et de distanciation, port du masque, organisation des files d'attente et du filtrage, gestion de l'ouverture et de la fermeture des lieux, fléchage du local, etc.* »

En particulier le port du masque a été exigé dans tous les lieux de consultation du dossier, de report d'observations sur les registres d'enquête et lors des permanences des CE sous l'autorité des maires de chaque commune du territoire du PLUi.

Il n'a pas été jugé nécessaire de tenir des permanences téléphoniques, l'intensité de la pandémie au moment de la rédaction de l'arrêté et au-delà, n'étant pas extrême dans le département de Meurthe et Moselle et il ne nous a pas été signalé de personnes ayant été empêchées de déposer leurs remarques.

Ces dispositions ont été prescrites dans l'arrêté d'EP qui précise ces obligations sanitaires par le suivi ferme du protocole édicté par les autorités locales et nationales tout au long de la tenue de l'EP.

2.2.7.2 Mise à disposition d'un registre électronique

L'autorité organisatrice a confié la mise en place du registre dématérialisé et de l'adresse courriel dédiée à une société privée extérieure qui selon la perception de la commission a donné toute satisfaction.

Les captures d'écran du site hébergeant le registre dématérialisé montrent qu'il était aisé de télécharger les pièces du dossier pour en prendre connaissance et exprimer ses observations (PJJN°25). Le site apportait en outre les informations essentielles, comme les dates des permanences de façon simple et efficace, telle que le public ne pouvait pas les ignorer.

Enfin, il est mentionné qu'en application de l'article 10 de l'arrêté les observations et propositions du public transmises par voie postale ainsi que celles écrites reçues par la commission d'enquête ont été mises en ligne pour être consultables sur le site Internet <https://www.registre-dematerialise.fr/1508>

2.2.7.3 les permanences :

La commission a tenu 31 permanences, dont 5 au siège de l'enquête à Champenoux dans les locaux de la communauté de communes, 5 dans les autres communes centre Lenoncourt et Bouxières aux Chênes, et 1 dans les autres communes ;

Les locaux mis à la disposition des commissaires enquêteurs étaient adaptés pour la réception du public dans le respect des règles sanitaires et la discrétion des échanges. Les maires ont été souvent présents mais n'ont jamais interféré avec la mission de la commission.

La 1ère permanence a eu lieu à l'ouverture de l'enquête dans les 3 centres, ce qui a permis aux commissaires une ultime vérification de la complétude des dossiers et du respect des règles sanitaires et administratives. Après la dernière permanence, le porteur de projet a collecté et remis à la commission les registres d'enquête papier.

L'affluence à certaines permanences a conduit les commissaires à poursuivre la réception du public au-delà de l'horaire prévu, sauf lors de la dernière session où la durée a été strictement respectée, comme pour le registre numérique, la fin de l'enquête correspondant à celle de la permanence.

Les permanences se sont tenues aux lieux, dates et horaires indiqués au tableau ci-dessous

25 août	9h30-11h30	ouverture de l'EP		CHAMPENOUX
25 août	9h30-11h30	ouverture de l'EP	PDA	BOUXIERES aux Chênes
25 août	9h30-11h30	ouverture de l'EP		LENONCOURT
1° septembre	14h00-16h00			LENONCOURT
1° septembre	14h30-16h30		PDA	BOUXIERES aux Chênes
1° septembre	17h00-19h00			REMEREVILLE
02 septembre	16h00-18h00			HARAU COURT
08 septembre	09h30-11h30		PDA	AMANCE
08 septembre	14h00-16h00			MAZERULLES
08 septembre	14h00-16h00		PDA	LAÎTRE sous Amance
09 septembre	14h30-16h30		PDA	BOUXIERES aux Chênes
12 septembre	09h00-12h00			CHAMPENOUX
15 septembre	09h30-11h30			CHAMPENOUX
15 septembre	14h30-16h30		PDA	DOMMARTIN /s Amance
15 septembre	14h30-16h30			LENONCOURT
16 septembre	14h30-16h30 Fin réelle à 17h00			VELAINE /s Amance
17 septembre	09h30-11h30			BUISSONCOURT
17 septembre	14h30-16h30		Carte Communale	GELLENONCOURT
17 septembre	16h00-18h00			CERVILLE
18 septembre	09h30-11h30 Fin réelle à 12h30			LANEUVELOTTÉ
18 septembre	16h00-18h00			ERBEVILLER
19 septembre	09h00-12h00			LENONCOURT

22 septembre	14h00-16h00			MONCEL s/Seille
22 septembre	14h30-16h30		PDA	EULMONT
22 septembre	17h00-19h00			CHAMPENOUX
25 septembre	09h30-11h30			SORNEVILLE
25 septembre	14h00-16h00			AGINCOURT
26 septembre	09h00-12h00		PDA	BOUXIERES aux Chênes
1^{er} octobre	13h30-16h30	clôture de l'EP		CHAMPENOUX
1^{er} octobre	13h30-16h30	clôture de l'EP	PDA	BOUXIERES aux Chênes
1^{er} octobre	13h30-16h30	clôture de l'EP		LENONCOURT

2.2.7.4 Incidents relevés au cours de l'enquête

Il n'y a pas eu d'incident notable au cours de l'enquête, où comme nous l'indiquions les maires, les adjoints ou et les secrétaires de mairie ont assisté les personnes qui le demandaient à trouver leurs parcelles et l'identification de celles-ci, notamment (sans qu'ils assistent ni interfèrent dans l'entretien avec le commissaire enquêteur).

Et à notre connaissance, aucune personne n'a été empêchée ou n'a pas osé remettre ses observations. Par ailleurs le nombre de lieux et de sessions offrait la faculté de le faire en dehors de la commune considérée avec en plus le recours possible au courrier postal, numérique ou au registre dématérialisé.

La commission tient cependant à signaler les difficultés induites par l'absence sur les plans des noms de rues et chemins et surtout des références cadastrales des parcelles compensées partiellement par les élus et secrétaires de mairie, mais qui ont certainement contrarié les personnes pratiquant le dossier numérique.

Il reste que la commission n'a reçu aucune plainte formelle, et seulement été avertie des difficultés rencontrées par certains, mais sans issue fâcheuse.

L'erreur de date sur l'affiche pour la 1^{ère} permanence de Bouxières ne nous a été déclarée qu'une fois, verbalement et en toute courtoisie.

Il s'est avéré en outre que par suite de problèmes informatiques supposés liés à la pandémie, l'arrêté communautaire N° U005/20 organisant la présente enquête publique n'est pas parvenu au contrôle de légalité non plus qu'au tribunal administratif.

Le président s'en est expliqué auprès de la Présidente du tribunal administratif et du Préfet par courrier du 2 octobre 2020, annexé au N° 8a et 8b.

Il n'apparaît pas que cette carence administrative ait affecté concrètement le déroulement de l'enquête.

2.2.8 Climat de l'enquête :

L'enquête s'est déroulée fort correctement, dans une excellente ambiance de collaboration des édiles, des services communautaires et communaux, et de l'ensemble des acteurs de la démarche.

2.2.9 Clôture de l'enquête :

A la fin de l'enquête, le 1^{er} octobre à l'issue de la dernière permanence dans les 3 communes centre, les membres de la commission ont clos les registres et les ont emportés avec les documents qui ont été annexés.

2.3 Relation comptable des observations du public :

Les observations du public ont porté essentiellement sur le projet de PLUi, rarement pour le PDA (2 observations et une question de la commission) et jamais pour l'abrogation de la carte communale de Gellenoncourt comme précisé ci-après.

2.3.1: PLUi

2.3.1.1: Visites lors des permanences :

La commission a reçu la visite de 164 personnes, pour se renseigner, confirmer avec le commissaire enquêteur les dispositions du projet qu'ils connaissaient ou porter leurs remarques parfois doublées ou triplées par un courrier et ou une observation sur le registre dématérialisé.

Les observations ont été au nombre de 142 sur les registres pour l'essentiel déposées lors des permanences.

2.3.1.2 : courriers :

Nous avons reçu 34 courriers, certains venant en confirmation ou redondants aux observations laissées sur les registres.

2.3.1.3 : site dématérialisé :

Le site a dénombré 4539 téléchargements de documents par 1499 visiteurs, avec une fréquence variant de 15 à 102 quotidiennement et 94 observations ont été consignées sur le registre (PJ N°26 a et b)

2.3.2 : PDA

Nous avons recueilli 1 observation sur le registre d'Eulmont et 1 sur le registre dématérialisé, aucune par courrier.

2.3.3 Carte communale de Gellenoncourt :

Aucune observation n'a été émise sur ce projet, que ce soit sur les registres, sur le Web ou par courrier.

2.3.4 : Tableau récapitulatif des visites et observations

Le tableau ci-dessous recense toutes les observations par vecteur, registres, Web, courriers

COMMUNES	Participation durant les permanences	OBSERVATIONS		
		REGISTRE	WEB	COURRIER
PLAN LOCAL D'URBANISME INTER COMMUNAL				
Observations générales et zones salifères			7	9

AGINCOURT	6	6	4	0
AMANCE	6	6	3	0
BOUXIERES AUX CHENES	26	17	6	3
BUISSONCOURT	2	3	0	0
CERVILLE	2	1	1	0
CHAMPENOUX	15	11	8	3
DOMMARTIN /s AMANCE	4	2	6	0
EULMONT	4	13	3	5
ERBEVILLER	3	1	0	0
GELLENONCOURT	0	0	0	0
HARAU COURT	18	12	3	0
LAITRE SOUS AMANCE	9	6	0	0
LANEUVELOTTTE	15	8	21	1
LENONCOURT	20	17	4	0
MAZERULLES	4	4	1	2
MONCEL SUR SEILLE	3	3	0	1
REMEREVILLE	11	11	2	6
SORNEVILLE	6	6	0	2
VELAINE SOUS AMANCE	11	15	3	2
Hors périmètre			1	
Report des registres			21	
TOTAUX	164	142	95	34
PERIMETRES DELIMITES Des ABORDS				
CCSGC				
AMANCE	0	0	0	0
BOUXIERES	0	0	0	0
DOMMARTIN	0	0	1	0
EULMONT	1	1	0	0
LAITRE sous AMANCE	0	0	0	0
TOTAUX	1	1	1	0
CARTE COMMUNALE DE GELLENONCOURT				
CCSGC				
GELLENONCOURT	0	0	0	0

En commentaires : on constate l'importante participation du public à l'enquête malgré la pandémie qui ne semble pas avoir eu d'effet négatif quant aux visites sur le terrain. La communication récurrente et redondante par le fait du report de la consultation de mars à août/septembre en est assurément à l'origine.

2.4 Notification du procès verbal de synthèse :

Le procès verbal de synthèse, annexé au présent rapport sous le N°9, a été remis par délégation du président, à M. Yannick FAGOT-REVURAT vice-président chargé de l'urbanisme, le 8 octobre 2020.

Le procès verbal comprend:

2.4.1 Sous format numérique :

- les fiches synthétiques des observations du public pour le PLUi, les PDA, la carte communale de Gellenoncourt

- les fiches synthétiques des questions posées par la commission pour le PLUi

- le cahier des observations recueillies au registre dématérialisé et par courriel

2.4.2 Documents papier: le cahier des observations recueillies:

- par courrier : en 2 tomes pour le PLUi (pas d'observation pour les PDA ni pour la carte communale)

- aux registres d'enquête en 2 tomes, le 1^{er} pour les PDA, la carte communale et le PLUi partie 1, le second avec la suite relative au PLUi

- une liste récapitulative comprenant le référencement des courriers et le tableau général des observations

2.5 Remise du mémoire en réponse du maître d'ouvrage :

Le porteur de projet du PLUi et de l'abrogation de la carte communale aurait dû nous transmettre son mémoire 15 jours après la remise du PV de synthèse, le 22 octobre.

Mais le président de la CCSGC porteur du projet nous a informés par courrier du 22 octobre 2020 annexé sous le N° 10 qu'il ne serait pas en mesure de tenir ce délai compte tenu du nombre important de remarques recueillies et a différé la remise de son mémoire au mardi 10 novembre et celle du rapport par la commission au 20 novembre 2020. La commission a accusé réception et adressé copie par mail du 25 octobre à Mme la Présidente du tribunal administratif de Nancy.

Ce mémoire a effectivement été adressé à la commission à la date fixée sous la forme numérique des fiches synthétiques annexées.

Le mémoire concernant les PDA, nous a été adressé par courriel du 19 octobre.

3 Analyse des observations

3.1 Avis de la MRAe et réponse du porteur de projet :

La MRAe s'est exprimée seulement sur le projet de PLUi, les PDA et la carte communale de Gellenoncourt, n'étant pas de son domaine.

La commission a apprécié l'avis de la MRAe et la réponse donnée par le maître d'ouvrage dans les termes suivants :

L'avis de la MRAe, daté du 29 janvier 2020 conséquent du second arrêt du projet, fait référence à son avis du 17 septembre 2019 émis au titre de sa 1^{ère} consultation par la collectivité.

En préambule la mission rappelle que son avis porte sur la qualité de l'évaluation environnementale et sur la prise en compte de l'environnement, mais pas sur l'opportunité du plan.

L'avis a été inclus au dossier d'enquête ainsi que la réponse du porteur de projet aux observations de la mission.

Les points principaux concernent :

- la consommation foncière pour laquelle la mission reconnaît une avancée significative au regard des précédents documents d'urbanisme, mais encore améliorables notamment ponctuellement.

La collectivité ne rejette pas la critique, mais expose opportunément d'une part les choix politiques arrêtés et d'autre part, pour les secteurs en sous densité qu'il s'agit de zones règlementairement et antérieurement autorisées, donc sans possibilité de les modifier.

La commission considère que, bien qu'imparfait également sur cet aspect, il convient que le projet soit acceptable par les élus, donc au moins partiellement par le public.

La suppression drastique de zones urbanisables dans toutes les communes a généré l'immense majorité des nombreuses observations; que serait-il advenu du projet si encore davantage de terrains urbanisables jusqu'alors avaient été reconvertis en A ou N ? La question sous entend la réponse, aussi il paraît à la commission que le projet représente la moins mauvaise solution.

- le patrimoine naturel et la biodiversité : la collectivité prend en compte les recommandations de la mission, en précisant les implications réelles telles qu'elle les a intégrées. Ainsi, les impacts du projet sur l'environnement sont justifiés par leur non pertinence, et les mesures ERVC exprimées.

Les zones humides ont été insérées et prises en considération, tout en admettant un nécessaire approfondissement de la question au vu notamment de la réglementation nouvelle parue mi 2019.

- les déplacements, les gaz à effet de serre et la qualité de l'air : la collectivité estime que ces domaines sortent de ses compétences propres et notamment pour son PLUi; la commission partage cet avis compte tenu de l'époque d'étude du projet, de 2016 à mi 2019.

- les risques naturels et anthropiques : la partie inondation sera renforcée. Pour l'aléa « affaissement de terrain » les données de la DREAL qui n'avaient pas pu être intégrées le seront dans le document final.

Pour l'exploitation saline, la mission recommande de compléter le rapport environnemental par un diagnostic détaillé de l'exploitation passée et actuelle, des conséquences en termes de modifications de terrains engendrées, prenant en compte les impacts cumulés et des mesures ERC à mettre en œuvre.

Sur ce point, la collectivité considère que cette exhortation dépasse le cadre du PLUi.

La commission comprend cette position, mais considère, comme la mission, que l'exploitation saline a généré des bouleversements importants en termes de stabilité des sols, qui ne feront que s'aggraver dans les temps à venir.

Le PLUi via le classement des zones a pris en compte la légitime préservation des terres et des personnes, selon les prescriptions minimales fixées par les autorités, avec localement des précautions supplémentaires contestées par les industriels salins.

Nous reviendrons sur cette question qui pour les communes du sud est majeure aujourd'hui et encore davantage à terme.

3.2 Analyse des observations du public, et des questions de la commission :

Pour faciliter l'étude des observations du public et de la commission, nous les avons réunies et présentées sous la forme de fiches pour le PV de synthèse annexé sous le N° 9, et pour le rapport, les mêmes fiches ont été complétées par la réponse du porteur de projet et l'avis de la commission..

Elles figurent en annexe au présent rapport sous le N° 11 pour les observations du public et le N° 12 pour les questions de la commission au porteur de projet.

3.2.1 Observations du public par commune :

3.2.1.1 : sur le PLUi : annexe N°11

Les observations les plus nombreuses portent sur le changement de destination de parcelles classées urbanisables au sens des actuels plans d'urbanisme et destinées au projet à l'agriculture ou aux jardins ou vergers. Elles représentent les 2/5èmes de celles-ci.

Le sujet est particulièrement sensible pour les propriétaires de biens fonciers, car leur valeur s'en trouve fortement réduite, probablement selon un facteur 100. Il faut préciser que cette valeur n'est que potentielle et ne se concrétise que lorsque le bien est vendu.

Le porteur de projet explique cette «dégradation» par les contraintes règlementaires et l'application de la règle de sobriété foncière qui s'imposent à l'élaboration des plans d'urbanisme ; ajoutons que les PLUi modernes ont une vocation bien plus large que la seule ouverture à l'urbanisation de terres agricoles et au contraire ont pour finalité la préservation de l'environnement et un cadre de vie tourné vers la biodiversité, le patrimoine ainsi qu'un développement raisonné, durable.

Ensuite, par ordre d'importance numérique, le public a interrogé la collectivité sur les dispositions applicables localement pour des cas particuliers, notamment pour les constructions en zone inondable. Le porteur de projet n'a pas pu répondre précisément à ces questions renvoyant les demandeurs à la DDT détenteurs des plans attachés.

La commission attendrait qu'une instance puisse renseigner facilement les candidats à la construction, via la structure communautaire chargée de l'application du droit des sols.

Les zones humides ont généré plusieurs questions, de la part de personnes impactées, dénonçant parfois cette qualification et sollicitant des informations complémentaires auprès du maître d'ouvrage.

Cette question des zones humides avait été soulevée à plusieurs reprises par la commission dès la prise de connaissance du dossier, ainsi que par les services de l'Etat, ceux du porteur de projet et d'élus. Elle fait l'objet du paragraphe 3.3.1 ci-après.

La collectivité a complété le dossier par une cartographie plus adaptée mais n'a pas été en mesure de répondre clairement aux questions du public; le domaine est complexe, la reconnaissance du caractère humide non évidente pour un béotien et la réglementation avait changé mi 2019.

Le porteur de projet avec l'approbation de la commission, s'est engagé à produire un document clair décrivant les dispositions particulières applicables à ces zones humides.

Le texte est joint au mémoire en réponse du porteur de projet remis le 10 novembre 2020.

Dans une commune, le public s'est exprimé en masse contre la construction d'une salle des fêtes, dont le projet est jugé inadapté et demandé une concertation préalable avec les habitants.

Cet aspect opérationnel ne relève pas du PLUi, les requérants ont été invités à se rapprocher de la mairie qui aura connaissance de ces plaintes.

Les emplacements réservés, en général pour faciliter les déplacements ou destinés aux loisirs sont ponctuellement rejetés ; le porteur de projet a justifié leur intérêt collectif et confirmé son intention.

Un nombre non négligeable de citoyens a approuvé les dispositions prises en faveur de l'environnement et même incité la collectivité à aller au-delà dans la protection paysagère et patrimoniale.

Enfin, plusieurs maires ont énoncé leur désir de revoir en profondeur le projet qui ne correspond pas exactement à leur vision du développement de leur commune. Ces remarques s'expliquent par les changements d'équipes municipales survenus en mars dernier, entre l'arrêt du projet le 16 octobre 2019 et l'enquête en août et septembre 2020.

Le porteur de projet n'a pas souhaité, à juste titre, modifier dans de telles proportions le projet qui a été élaboré et réfléchi durant plus de 4 années, en association avec les services de l'Etat, avec le concours de bureaux d'études spécialisés, concerté avec la population et in fine présenté à toutes les communes.

Il est certain toutefois que dans les années à venir le PLU devra être adapté aux inévitables évolutions du contexte local et si cela s'avère pertinent être modifié dans les formes réglementaires après une étude concertée.

La commission approuve cette intention conforme aux textes et à la continuité républicaine des institutions.

Le détail de toutes les observations recensées lors de l'enquête, avec les réponses du porteur de projet et l'avis de la commission figurent à la suite de chacune des questions dans les fiches synthétiques annexées au présent rapport.

3.2.1.2 : sur les PDA : annexe N° 13

Le public a formulé deux observations et la commission une, rapportée des entretiens avec les propriétaires et affectataires, en vue d'élargir le périmètre d'Eulmont.

Le porteur de projet, l'UDAP 54, tenant compte de l'hétérogénéité des constructions considérées a proposé une extension plus limitée du périmètre plus pertinente.

Quant à la dénonciation anonyme d'intérêts particuliers des élus, l'UDAP rappelle fort justement qu'elle est le maître d'ouvrage du projet qui n'est soumis aux élus que pour avis.

La commission se range volontiers à la sentence de l'UDAP.

Quant aux suites à donner, il est fait remarquer que la modification du périmètre, si elle est retenue par la CCSGC, devra à nouveau être soumise à l'avis de la commune.

3.2.1.3 : sur l'abrogation de la carte communale de Gellenoncourt : annexe N° 14

Aucune observation de quelque sorte n'ayant été formulée pour ce projet, le PV de synthèse en a fait mention et le porteur de projet a remis son mémoire réglementaire avec avis « néant ».

3.2.2 Observations des Administrations, des communes et des PPA – Questions de la commission au porteur de projet :

3.2.2.1 sur le PLUi : annexe N° 12

La collectivité maître d'ouvrage a répondu favorablement aux communes qui s'étaient opposées au projet lors de leur ultime consultation après l'arrêt du PLUi.

Pour le cas particulier de Cerville, impactée par une zone humide qui empêche la réalisation d'équipements prévus de longue date, le porteur de projet a sollicité une réunion avec la préfecture qui s'est conclue par un ajout au règlement autorisant une dérogation au principe d'inconstructibilité sur ces zones. La mairie a rappelé son attachement à surmonter l'obstacle de la zone humide dans le cadre des observations au registre papier de la commune.

La chambre de commerce avait évoqué essentiellement les zones salifères; la réponse est identique à celle apportée aux fiches « Zones salifères » dans le chapitre du public.

Les remarques de la CDPENAF ont reçu satisfaction de la part de la collectivité ; la commission a donné un avis conforme.

La communauté de communes voisine « Bassin de Pompey » n'a pas fait de remarque.

Dans un mémoire riche de 14 pages, particulièrement sévère, la chambre d'agriculture énonce : « *Nous avons le regret de constater que la majeure partie des observations émises par la chambre d'agriculture n'aient pas été prises en compte* ». Et, tout au long du document, l'auteur énumère une suite d'observations invitant à modifier, compléter ou préciser certaines rédactions du règlement.

Le porteur de projet obtempère en règle générale.

Par contre, il refuse de se plier aux demandes inappropriées de la chambre visant à annuler toutes les dispositions contraignantes pour les exploitants quelles qu'elles soient en invoquant quasi systématiquement un principe de dérogation « *en cas de contraintes agricoles* ».

Par ailleurs, la chambre ergote sur des questions mineures, que comme pour l'ensemble des remarques, le porteur de projet n'élué pas, développe son argumentaire et justifie ses décisions.

La commission salue le travail du porteur de projet sur ces points et donne un avis conforme, l'intérêt général étant de préserver l'environnement et chacun, particulier ou agriculteur doit y veiller et agir

Solidairement.

Les commentaires du syndicat mixte de la Multipôle Lorraine, maître d'ouvrage du SCOT et ceux du département 54 sont pris en compte favorablement par la communauté.

La préfecture de Meurthe et Moselle sous le sceau de la DDT a produit un document contenant des recommandations propres à éviter les contestations ultérieures et à améliorer la présentation du projet auxquelles la collectivité a souscrit consciencieusement.

La préfecture suggère en outre d'adapter les règles concernant les zones humides par la nouvelle réglementation et compléter leur présentation. La notice remise à la commission avec le mémoire en réponse couvre les manques dénoncés par la préfecture et la commission.

Enfin le service de l'Etat dénonce la politique menée par la commune de Moncel qui n'a pas fait usage du sursis à statuer et a laissé se pérenniser une zone certes prévue à son PLU actuel, mais en discontinuité avec le bourg, et sur une densité incompatible avec le SCOT.

Le porteur de projet s'est efforcé d'établir un projet cohérent le moins éloigné des règles du SCOT.

La commission prend acte de ce « coup parti » mais demande que la zone constructible soit réduite comme projeté en classant le solde arrière des parcelles en Nj afin de s'assurer qu'aucune construction ne sera réalisée en 2^{ème} rideau.

3.2.2.2 sur les PDA :

La commission a pris connaissance du mémoire en réponse de l'UDAP, spécifiquement pour l'observation qu'elle a portée à la suite des entretiens avec les propriétaires et affectataires, et considère la position du service de l'architecture convenable au regard des objectifs de protection des œuvres.

3.2.2.3 sur la carte communale

Aucune observation de la commission qui considère le PLU plus favorable au développement harmonieux de la commune.

3.3 : les questions particulières :

3.3.1 Les zones humides :

La question des zones humides, des contraintes engendrées, de leur repérage a fait débat lors de la concertation, dans certains conseils municipaux amenés à donner leur avis sur le projet final et tout au long de l'enquête comme en témoignent les nombreuses observations du public sur le sujet.

De plus, les dispositions réglementaires ont été modifiées mi-2019 et n'étaient pas totalement intégrées par les différents interlocuteurs, administrations, bureau d'études et collectivité ainsi que la commission d'enquête.

Tous sont alors convenus de la nécessité de compléter le dossier pour éclairer tous les acteurs et en particulier le public sur les mesures à prendre dans ces zones particulières et les règles afférentes en matière d'occupation du sol.

Le document joint en annexe 14 intitulé « NOTE EXPLICATIVE DE LA NOTION DE ZONES HUMIDES ET DE LEUR PRISE EN COMPTE DANS LE PLUi » établi et validé par le porteur de projet et annexé à son mémoire en réponse au PV de synthèse sera intégré au dossier de PLUi à titre de complément d'informations sur ces zones humides.

Ce document est annexé sous le N° 15

3.3.2 L'exploitation du sel :

Préambule : la commission estime que l'exploitation industrielle du sel est un élément majeur pour les communes situées dans la zone des concessions - accordées jusqu'à 2043 et 2044- ce qui justifie le paragraphe particulier que nous y consacrons.

3.3.2.1 : les impacts :

Les impacts de l'exploitation saline sont à effet différé à moyen et long terme selon les techniques d'exploitation, mais l'instabilité des sols est patente et les effondrements inexorables dans ces délais.

Ces impacts touchent les paysages, les activités agricoles, forestières et les ressources résultantes dont les emplois mais aussi et surtout la sécurité des personnes et des biens.

La répercussion essentielle de l'exploitation est l'effondrement des sols – la nature ayant horreur du vide- qui n'est jamais totale, à l'échelle humaine du moins, et conduit à *sanctuariser* les zones considérées en y interdisant toute activité, toute présence humaine.

Ce destin fatal implique le devenir de la nature, de la faune, la flore et annihile les actions en faveur des enjeux environnementaux du type trame verte et bleue, des corridors écologiques, des paysages et tous les atouts repérés au PLUi qu'il conviendrait de préserver.

L'enjeu environnemental conséquent est à souligner dans toutes les zones exploitées.

On notera dès ce stade la discordance entre les intérêts de l'exploitation minière industrielle dont la nécessité pour la nation n'est pas contestée et les objectifs du PLUi.

Le PLUi s'attache à préserver le patrimoine au sens le plus large, architectural, floristique et faunistique, paysager, le cadre de vie et la vie des populations pour se loger, se déplacer, travailler, se distraire.

L'industrie saline, et ce n'est pas la moindre a pour mission essentielle la production de sel et ses dérivés.

L'enjeu est de dégager un accommodement préservant l'économie sans bouleverser les paysages et plus généralement le cadre de vie de la population.

3.3.2.2 : le ressenti par la population, la préoccupation de la collectivité:

Les contacts de la commission n'ont révélé aucune crainte, aucun trouble de la part des habitants, cette question n'a jamais été soulevée, sauf de la part d'un élu qui déplorait les restrictions qu'il subissait pour le développement de sa commune, du fait de l'étendue des zones salifères exploitées ou en exploitation, interdites d'aménagement comme cela s'entend pour la sécurité des personnes.

Et, durant l'enquête la commission n'a reçu qu'une seule observation sur le sujet provenant de l'association Asporada, de défense des victimes d'affaissements ou autres désordres (principalement de St Nicolas de Port), ce qui démontre le peu d'intérêt du public pour cette activité malgré les incidences fortes inévitables.

La collectivité a défini ses objectifs au PADD, qui comprennent la préservation du cadre de vie et le développement durable de son territoire conjugués à son devoir d'assurer la sécurité des personnes et des biens.

Pour permettre la poursuite de l'exploitation saline de façon socialement acceptable, la communauté a rencontré les industriels dans le cadre de la concertation pour le projet de PLUi.

3.3.2.3 : les souhaits des exploitants- la réponse de la collectivité:

Pour garantir l'avenir de leur activité, les exploitants ont exprimé – solidairement et individuellement, par courrier et sur le registre dématérialisé- leur revendication de modifier le PLUi en classant les zones A et N de leur concession avec l'indice « s » spécifique à leur activité, sur une surface étendue « aux ressources accessibles à long terme afin de permettre d'établir un plan de développement de la concession.»

A l'issue des entretiens avec les intéressés, la collectivité était convenue d'étendre les zones « s » à toutes les zones d'exploitations autorisées ou dont l'autorisation était imminente sans aller au-delà.

La collectivité a infirmé sa position dans sa réponse au PV de synthèse, en confirmant le zonage arrêté au projet, à savoir réserver les zones « s » aux seuls périmètres d'exploitation officiellement autorisés comme le prescrit le code minier, sans anticiper une éventuelle demande nouvelle dont on ignore l'issue.

Outre ces règles légales, la détermination des zones « s » dépend de 2 facteurs , d'une part de la distance de sécurité de l'habitat en l'occurrence fixée à 400 m minimum, et d'autre part sans recours à une référence de distance, de l'obligation de protéger l'environnement, le cadre de vie au regard en particulier des éléments remarquables répertoriés.

3.3.2.4 : L'appréciation de la commission :

La commission s'est entretenue avec un représentant des exploitants lors d'une permanence, a pris connaissance de leurs courriers et courriels qu'elle a analysés avec la plus grande attention, consulté les comptes rendus des réunions avec la collectivité maître d'ouvrage et ceux de réunions antérieures.

La commission s'est également référée aux avis des PPA, et de la MRAe.

En particulier la DDT déconseille cette extension maximale de zones réservées «s» et la MRAe attire l'attention du porteur de projet sur le caractère cumulatif des impacts sur l'environnement de façon sibylline mais significative.

Ainsi éclairée, la commission estime que les dispositions retenues au projet sont respectueuses des règles en ce sens qu'elles ont classé avec l'indice «s » toutes les zones d'exploitations autorisées et même davantage en incluant localement une demande nouvelle en voie d'être déposée.

Le classement de tous les terrains du périmètre de la concession – la demande n'est pas exprimée ainsi mais cette dénomination est implicite- reviendrait à modifier en profondeur le PLUi et fragiliserait la procédure en l'exposant à des recours.

Il serait de plus inconvenant de la part des élus d'adopter un projet sans étude adaptée, ni de recherche suffisante des impacts forcément amplifiés, et sur le plan règlementaire sans évaluation environnementale appropriée, ni consultation des acteurs administratifs associés, les PPA et la MRAe notamment.

Enfin, circonscrire les zones classées «s» n'interdit pas la délivrance des autorisations d'exploiter futures dont la procédure impose une enquête publique spécifique, qui le cas échéant emportera modification du PLUi.

La position de la collectivité ne crée pas de préjudice pour l'industrie saline, mais préserve l'environnement dans la mesure où des modifications substantielles obligeraient à des dispositions nouvelles pour l'exploitation.

Ce principe de précaution est parfaitement adapté au sujet, la commission le considère ainsi.

Fait à Saint Dié des Vosges le 19 novembre 2020

La commission d'enquête

Claude BASTIEN

Francis GERARD

Dominique GARRIGUES